Le FMI conclut les consultations de 2022 au titre de l’article IV avec le Burundi

FMI, 21 juillet 2022 Le Conseil dâ€™Administration du FMI conclut les consultations de 2022 au titre de lâ€™article IV avec l Burundi Washington:Â Le conseil dâ€™administration du Fonds monÃ©taire international (FMI) a conclu le 20 juillet 2022 les consultations de 2022 au titre de lâ€™article IV avec le Burundi. Lâ€™Ã©conomie du Burundi continue de faire face aux vents contraires que reprÃ©sentent la pandÃ©mie de COVID-19 et les effets de la guerre en Ukraine. Avant la pandÃ©mie, le pays se relevait dâ€™une crise Ã©conomique et politique consÃ©cutive Ã la dÃ©cision en 2015 du dÃ©funt prÃ©sident Nkurunziza briguer un troisiÃ¨me mandat.

La guerre en Ukraine a interrompu ce redressement, ayant induit une hausse des prix Ã lâ€™importation (denrÃ©es alimentaires et carburants) et une baisse des prix Ã lâ€™exportation (thÃ© et cafÃ©), ainsi que des difficultÃ©s de chaÃ®ne dâ€™approvisionnement qui ont amplifiÃ© les pressions inflationnistes et les dÃ©fis de viabilitÃ© externe.

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});

Cependant, le pays bÃ©nÃ©ficie en parallÃ¨le des effets positifs de la reprise de sa coopÃ©ration avec la communautÃ© internationale, de la levÃ©e des sanctions de lâ€™Union europÃ©enne et des Ã‰tats-Unis en fin 2021/dÃ©but 2022 et de la fin rapports spÃ©cifiques par le Conseil de sÃ©curitÃ© des Nations Unies. Avec les consultations de 2022 au titre de lâ€™article IV le Burundi renoue pleinement sa collaboration avec le FMI ; les derniÃ¨res consultations remontent Ã 2014. La croissance devrait se raffermir pour atteindre 3,3 % en 2022, soit une lÃ©gÃ¨re hausse par rapport au taux de 3,1 % enregistrÃ© en 2021, et sâ€™Ã©tablir Ã environ 4,7 % en moyenne sur la pÃ©riode 2023â€“27 (tableau 1), grÃ¢ce aux investissements actuels, aux plans visant Ã accroÃ®tre dâ€™avantage les investissements publics et aux rÃ©formes en cours dans le cadre du Plan National de DÃ©veloppement (PND). Les risques de ralentissement sont apprÃ©ciables et dÃ©coulent de lâ€™incertitude quant Ã la durÃ©e et Ã lâ€™ampleur de la pandÃ©mie et des effets de la guerre en Ukraine. Toutefois, ces sont en partie compensÃ©s par des possibilitÃ©s dâ€™accÃ©lÃ©ration substantielles, qui sont liÃ©es Ã lâ€™annonce rÃ©cen pour aider le Burundi Ã faire face aux chocs extÃ©rieurs, Ã la pleine reprise de la coopÃ©ration avec la communautÃ© internationale et Ã la fin des nÃ©gociations sur les contrats miniers. Ces Ã©lÃ©ments devraient attÃ©nuer les pressions sur la balance des paiements et stimuler la croissance Ã©conomique. Lâ€™inflation devrait dÃ©passer la barre des 10 % en 2022, pu diminuer. Le dÃ©ficit budgÃ©taire se stabiliserait autour de 5 % du PIB au cours de lâ€™exercice 2021/22, un niveau infÃ©rieur celui enregistrÃ© au pic de la pandÃ©mie (7,8 % du PIB lors de lâ€™exercice 2020/21). La dette publique du Burundi est soutenable, toutefois le risque de surendettement extÃ©rieur est considÃ©rable. Les dÃ©sÃ©quilibres extÃ©rieurs sont de taille le taux de couverture des rÃ©serves est infÃ©rieur Ã la norme et la prime du marchÃ© de change parallÃ¨le est Ã©levÃ©e. Ã‰valuation par le Conseil dâ€™Administration Les administrateurs ont exprimÃ© leur accord sur l'orientation de l'Ã©valuation faite par le personnel du FMI. Ils saluent la rÃ©ponse de politiques macroÃ©conomiques des autoritÃ©s Ã la pandÃ©mie de COVID-19 et les mesures prises pour faire face aux retombÃ©es de la guerre en Ukraine, y compris les pressions inflationnistes. Les administrateurs ont soulignÃ© que la croissance devrait continuer Ã se renforcer, assujettie Ã des risques importants. Ils ont soulignÃ© la nÃ©cessitÃ© d'un ensemble de politiques ambitieuses et diverses pour faire face aux vulnÃ©rabilitÃ©s de la dette et aux dÃ©sÃ©quilibres extÃ©rieurs, ainsi que de rÃ©formes pour remÃ©dier aux racines de la frag dÃ©bloquer les goulots d'Ã©tranglement et assurer une croissance inclusive. Les administrateurs attirent lâ€™attention sur l'importance d'une stabilitÃ© politique et sociale durable et saluent les efforts des autoritÃ©s en vue de renouer avec la communautÃ© internationale. Les Administrateurs saluent l'engagement du Burundi pour un assainissement budgÃ©taire axÃ© sur les recettes et pour une politique dâ€™emprunt prudente, notant que la dette reste soutenable avec, cependant, un risque de surendettement extÃ©rieur Ã©levÃ©. Ils ont soulignÃ© la nÃ©cessitÃ© de booster la mobilisation des recettes intÃ©ri grÃ¢ce Ã la numÃ©risation et Ã des mesures visant Ã Ã©largir l'assiette fiscale. Les administrateurs se sont fÃ©licitÃ©s de l'a mis sur la protection des dÃ©penses prioritaires dâ€™investissements et sociales liÃ©es Ã la COVID-19, notamment en matiÃ¨ de santÃ© et d'Ã©ducation. Ils ont soulignÃ© l'importance de rationaliser les dÃ©penses et de renforcer la gestion des finances publiques. Les administrateurs soulignent la faiblesse de la position extÃ©rieure et la nÃ©cessitÃ© de prendre des mesures pour remÃ©dier aux dÃ©sÃ©quilibres extÃ©rieurs et reconstituer les rÃ©serves. Dans ce contexte, ils considÃ¨rent utile d'utilise l'allocation de DTS principalement pour renforcer les rÃ©serves. Les administrateurs ont soulignÃ© l'importance de moderniser le cadre de la politique monÃ©taire et se sont fÃ©licitÃ©s de l'engagement des autoritÃ©s Ã concevoir une stratÃ©g de rÃ©forme pour unifier les taux de change officiels et du marchÃ© parallÃ¨le, soutenue par les initiatives de renforcement des capacitÃ©s du FMI. Notant les pressions inflationnistes actuelles et la croissance rapide du crÃ©dit, les administrateurs ont soulignÃ© la nÃ©cessitÃ© d'un recalibrage opportun de l'orientation de la politique monÃ©taire et dâ€™initier une rÃ©ductio financement monÃ©taire et un renforcement de lâ€™indÃ©pendance de la banque centrale. Ils ont recommandÃ© de rester vigilants face aux risques du secteur financier et d'ajuster la politique si nÃ©cessaire. Les Administrateurs ont appelÃ© Ã des rÃ©formes pour remÃ©dier Ã la fragilitÃ©, amÃ©liorer la compÃ©titivitÃ© et renforcer la gouvernance. Ils ont soulignÃ© la nÃ© de mesures pour amÃ©liorer le capital humain, accroÃ®tre la productivitÃ© et rÃ©duire la vulnÃ©rabilitÃ© aux chocs liÃ©s au c Les administrateurs encouragent les mesures visant Ã garantir la transparence des dÃ©penses liÃ©es Ã la COVID-19. Ils ont soulignÃ© l'importance de collecter et de publier des informations sur les bÃ©nÃ©ficiaires effectifs ultimes des entreprises qui ont obtenu des contrats liÃ©s Ã la COVID-19. Les administrateurs ont appelÃ© Ã aligner le cadre de LBA/FT aux normes internationales et Ã la mise en Å“uvre rapide des critÃ¨res pour devenir membre Ã part entiÃ¨re du Groupe de Lutte contre le Blanchiment d'Argent en Afrique Orientale et Australe. Il est prÃ©vu que la prochaine consultation au titre de l'article IV

avec le Burundi se tiendra selon le cycle standard de 12 mois.

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});